



Politique agricole commune après 2013 : le Parlement proche d'une vision finale

Commissions: Commission de l'agriculture et du développement rural

Comment faire des paiements directs qui soient plus équitables pour les agriculteurs, gérer les crises des prix alimentaires et améliorer les politiques de développement rural, telles ont été les principales questions débattues lors d'une audition publique organisée par la commission de l'agriculture, ce mercredi, en vue d'alimenter le débat sur l'avenir de la politique agricole commune de l'UE post-2013

Pour la deuxième fois en quelques mois, l'hémicycle du Parlement européen a accueilli lors d'une audition publique des experts et des intervenants destinée à contribuer à forger l'opinion des députés sur l'avenir de la PAC après 2013, en vue des prochaines propositions législatives pour lesquelles ils disposeront des pleins pouvoirs législatifs.

Les questions débattues incluent la refonte du système de distribution de l'aide financière, l'introduction de nouveaux outils de gestion du marché et l'amélioration de la politique de développement rural.

S'exprimant à la fin du débat, le rapporteur du Parlement pour la PAC 2020, Albert Dess (PPE, DE), a déclaré que la nouvelle politique doit "assurer une répartition objective et satisfaisante des paiements directs", réduire les formalités administratives et faire preuve d'un "niveau élevé de flexibilité pour tenir compte des différences entre les États membres "et entre les marchés locaux et régionaux de l'UE.

Quel est la meilleure réforme de paiements directs?

Ouvrant le débat, le président de la commission agriculture, Paolo De Castro (S&D, IT), a demandé aux députés européens et aux experts d'examiner l'opportunité d'une répartition plus équitable des paiements directs entre les États membres et les agriculteurs. Il a également attiré l'attention sur la proposition de la Commission de plafonner ces paiements.

"Les paiements directs représentent la question clé de la réforme à venir: (...) et devraient constituer la base de calcul des paiements", a estimé Luis Capoulas Santos (S&D, PT), demandant au groupe si l'emploi et l'environnement seraient inclus. José Bové (Verts/ALE, FR), en revanche, a questionné sur les mesures à prendre afin d'assurer que les agriculteurs ne soient pas payés à un niveau inférieur aux coûts de production.

La création d'emplois devrait figurer parmi les critères d'attribution des paiements directs et la formation pour les agriculteurs devrait être subventionnée, a déclaré Arnd Spahn de la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme (EFFAT), le premier représentant syndical invité à s'exprimer sur l'avenir de la PAC. Michael Dower, au nom d'ARC 2020, un groupe d'ONG agricoles et environnementales, a prôné l'abandon du critère historique de distribution de l'aide et son remplacement par le pouvoir d'achat national.

Répondant à plusieurs questions visant à déterminer si les paiements directs devaient être plafonnés afin de permettre une répartition différente des fonds, Geneviève Savigny, porte-parole de "Via Campesina", représentant les petits agriculteurs, a déclaré: " le plafonnement est indispensable pour justifier une telle concentration des ressources publiques". Pa-

Communiqué de presse

draig Walshe, président de la COPA, organisation représentant les agriculteurs européens, s'est déclaré en désaccord estimant qu'avec des paiements limités, il serait "impossible d'atteindre des normes plus élevées".

Un marché de matières premières de l'UE?

La deuxième partie de l'audition visait à déterminer si les outils existants de gestion des risques devaient être remplacés par de nouveaux marchés et par des produits dérivés. Les députés ont également débattu du lien entre la PAC et la politique commerciale internationale. Tous les intervenants se sont accordés sur la nécessité de doter la future PAC d'un système de filets de sécurité.

"Nous avons besoin de créer un marché des produits de base de l'UE pour cesser de compter sur Chicago", a déclaré Corrado Pirzio-Biroli, président de l'Organisation européenne des propriétaires fonciers (ELO). Mme Savigny a fait remarquer que la spéculation financière peut compromettre les bénéfices des marchés des dérivés.

A propos du commerce international et des importations, James Nicholson (ECR, UK), et Lorenzo Fontana (EFD, IT), ont estimé que le bien-être des animaux, l'environnement, la santé et la qualité exigés par l'UE devraient être rigoureusement imposés à toute marchandise importée en provenance de pays non membres de l'UE. Paolo Bruni, président de la Fédération des coopératives agricoles COGECA, a appuyé les deux députés, soulignant que l'UE devrait être stricte sur la protection des intérêts des agriculteurs européens lors de la négociation des accords commerciaux.

Pour les outils de gestion des risques, Iratxe García Pérez (S&D, ES), a proposé d'introduire un mécanisme de réaction rapide pour faire face à des crises telles que celle du lait ou les récentes fluctuations des prix du bétail.

Protéger les marchés locaux pour aider les zones les moins favorisées

La troisième et dernière partie de l'audition portait sur le développement rural et en particulier les zones moins défavorisées.

"La meilleure chose que nous puissions faire pour les zones défavorisées est de soutenir les marchés locaux et régionaux" en créant des infrastructures pour permettre aux agriculteurs de placer leurs produits, a déclaré Marit Paulsen (ADLE, SE). Csaba Sándor Tabajdi (S&D, HU) a fait valoir que le développement rural est particulièrement important pour les nouveaux États membres, où les taux de chômage en milieu rural sont élevés. "Les différences entre les États membres doivent être prises en considération" lors de la définition des objectifs, a-t-il ajouté.

La cohérence entre les contributions de tous les fonds régionaux et de développement de l'UE doit être renforcée, de manière à générer des synergies territoriales, a déclaré Mme Savigny, même si l'agriculture locale peut apporter une bonne réponse aux défis alimentaires mondiaux du marché. Enfin, Arnd Spahn a déclaré que les investissements de recherche devraient être intensifiés, afin d'aider les régions défavorisées à se développer.

*Sous la présidence de Paolo DE CASTRO (S&D, IT)
Rapporteur: Albert DESS (PPE, DE)*

Contact :

Federico DE GIROLAMO

AGRI

BXL: (+32) 2 28 31389

STR: (+33) 3 881 72850

PORT: (+32) 498 98 35 91

EMAIL: agri-press@europarl.europa.eu

Irene CASADO MARTINEZ

BXL: (+32) 2 28 31 776

Communiqué de presse

EMAIL: agri-press@europarl.europa.eu